



Assemblée générale ^{UN 1989 NY} Conseil de sécurité

105 15 1990
UNISA CULM...

Distr.
GENERALE

A/45/399 —
S/21472
9 août 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/
RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE
Quarante-cinquième session
Point 35 de l'ordre du jour provisoire*
LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT

CONSEIL DE SECURITE
Quarante-cinquième année

Lettre datée du 6 août 1990, adressée au Secrétaire général par les
représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et
des Etats-Unis d'Amérique auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration commune adoptée à Moscou le 3 août au cours de la réunion entre le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique, James A. Baker III, et le Ministre des affaires étrangères de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, Edouard A. Chevardnadze (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 35 de l'ordre du jour provisoire, et du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent
des Etats-Unis d'Amérique
auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Thomas R. PICKERING

Le Représentant permanent par intérim
de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation
des Nations Unies

(Signé) Valentin V. LOZINSKIY

* A/45/150 et Corr.1.

ANNEXE

Déclaration commune

L'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique, en tant que membres du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, estiment important que le Conseil condamne immédiatement et sans équivoque l'invasion manifestement illégale du Koweït par les forces armées de l'Iraq. Les Etats-Unis et l'Union soviétique estiment qu'il est maintenant d'importance cruciale d'appliquer pleinement et immédiatement la résolution du Conseil de sécurité.

L'action de l'Iraq va à l'encontre des principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies et du droit international. En réponse à cette violation flagrante des normes de base d'une conduite civilisée, les Etats-Unis et l'Union soviétique ont immédiatement pris un certain nombre de mesures. En particulier, l'Union soviétique a suspendu la livraison d'armes, et les Etats-Unis ont gelé les avoirs bancaires.

L'Union soviétique et les Etats-Unis renouvellent l'appel qu'ils ont lancé à l'Iraq lui demandant de retirer inconditionnellement ses troupes du Koweït. La souveraineté, l'indépendance nationale, l'autorité légitime et l'intégrité territoriale de l'Etat du Koweït doivent être pleinement restaurées et garanties.

Les Etats-Unis et l'Union soviétique estiment que la communauté mondiale doit non seulement condamner cette action, mais aussi prendre des mesures pratiques pour y répondre. L'Union soviétique et les Etats-Unis prennent aujourd'hui une mesure exceptionnelle : ils lancent un appel commun à l'ensemble de la communauté internationale pour lui demander de se joindre à eux et de cesser, au plan international, toute livraison d'armes à l'Iraq.

L'Union soviétique et les Etats-Unis demandent également aux organisations régionales, et en premier lieu à la Ligue des Etats arabes, à tous les Etats arabes et au Mouvement des pays non alignés, ainsi qu'à l'Organisation de la Conférence islamique, de ne ménager aucun effort pour appliquer les résolutions du Conseil de sécurité. Il faut que les gouvernements qui ont recours à une agression flagrante sachent que la communauté internationale ne peut pas accepter l'agression ni l'appuyer - et qu'elle ne le fera pas.
